Palestine : E. Macron, le chaos stratégique

Comité Action Palestine

Dans un article paru le 12 octobre 2023, le Comité Action Palestine s'inquiétait de la radicalisation de l'Etat français, soit cinq jours après cette journée historique où la résistance palestinienne allait chambouler l'ordre du monde et troubler les convictions et les croyances les plus tenaces sur la réalité de la lutte des Palestiniens contre le colonialisme sioniste. Le 25 octobre, l'hypothèse de cette radicalisation est confirmée, lorsque E. Macron propose aux Israéliens de mobiliser la coalition internationale anti-daesh pour lutter contre le Hamas. Cette proposition était tellement insensée que même l'extrémiste Netanyahou n'en a pas voulu. Il devenait évident, en dehors d'un alignement sur la politique américano-sioniste, que le président Français n'avait aucune stratégie définie relative à cette région du monde. Il n'y en avait aucune en Afrique, en Ukraine, sinon se laisser porter par les évènements sans avoir aucune prise sur le réel pour défendre les intérêts de la France. Comme si dépourvue d'une vision de long terme, la politique étrangère française consistait à répondre d'abord à l'aveugle aux défis successifs qui s'imposaient à elle, puis revenait à la raison contrainte et forcée. Pour la politique étrangère française, ce fut une succession de déconvenues et d'humiliation partout où E. Macron posait le pied.

Dans tous les conflits, la France se pose au début comme la voix de la modération et la voie singulière, mais elle finit toujours par sombrer dans un extrémisme qui surprend les belligérants eux-mêmes. Après la posture d'une France soucieuse de dialogue et de paix dans le conflit russo-ukrainien, on a vu un E. Macron prendre une position guerrière et atlantiste sans retenue. La France veut toujours s'éloigner

des Américains, mais elle finit toujours par tomber dans leur bras. Cette politique incohérente s'explique aisément. La France n'a pas encore réalisé qu'elle n'est plus ce qu'elle était, la puissance mondiale d'antan. A l'heure des superpuissances et des grands blocs, elle n'a pas les moyens de son indépendance. Elle n'a ni la puissance politique ni la puissance militaire suffisantes pour s'imposer dans les conflits qui opposent des colosses. La France est un nain politique et militaire. A ce titre, elle finit toujours par s'aligner, et toujours du côté américain. La diplomatie française a des difficultés à accepter le réel mais, forcée, elle devra faire preuve de réalisme : la France est condamnée à être un satellite américain à l'instar de l'Allemagne et de la Grande Bretagne. Et par ricochet un satellite d'Israël.

Cette politique de gribouille liée à sa place dans le monde brouille son image. Le 1er décembre, à l'occasion de la COP 28 à Dubaï, le président français a souhaité rencontrer les dirigeants arabes, mais ces derniers lui ont ostensiblement tourné le dos. On ne discute pas avec le représentant d'une puissance en déclin et, qui plus est, très versatile. Vouloir peser aujourd'hui politiquement en draguant les dirigeants arabes sur un cessez-le-feu, alors qu'il y a un peu plus d'un mois il a proposé une coalition militaire internationale pour écraser la résistance palestinienne, voilà la preuve que la France, qu'en lieu et place d'une stratégie claire, elle a seulement une politique qui varie au gré des événements. S'afficher publiquement avec un dirigeant français totalement aligné sur les sionistes les plus extrémistes juste après le 7 octobre serait contre-productif auprès des opinions publiques arabes. Il y aurait tout à perdre avec cette politique incohérente et brouillée. Les dirigeants arabes, aussi stupides et inconséquents qu'ils peuvent paraître parfois, préfèrent des alliances avec ce qui compte dans ce monde : la Chine, les USA et la Russie. Avec la France, on a les ennuis sans les bénéfices politiques et économiques de long terme.

Si la France avait maintenu à minima une position intermédiaire dans le conflit russo-ukrainien, elle aurait pu jouer un rôle majeur dans la résolution du conflit qui tourne aujourd'hui à l'avantage de la Russie. Si la France n'avait pas affiché une position plus royaliste que le roi dans la lutte qui oppose les Palestiniens aux sionistes, elle serait en meilleure posture pour faire prévaloir son point de vue sur le cessez-le-feu. Plus personne ne lui accorde aucune confiance.

Comme si cela ne suffisait pas, le 7 décembre, E. Macron a invité à l'Elysée le grand rabbin de France à l'occasion de la fête juive Hanouka. Certes, c'est un signal de soutien à « Israël », mais il a brouillé totalement l'image d'un Etat inflexible sur la laïcité. Le monde arabo-musulman appréciera le soutien à « Israël », mais surtout ici en France, la communauté musulmane ainsi que la communauté chrétienne apprécieront une laïcité à géométrie très variable. Même l'extrémiste CRIF estime que c'est une erreur de fêter la Hanouka à l'Elysée. E. Macron toujours plus royaliste que le roi. Toujours plus gribouille que jamais.